

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°02-2023-129

PUBLIÉ LE 22 AOÛT 2023

Sommaire

Direction départementale des territoires / Service environnement - politiques publiques de l'eau

02-2023-08-22-00001 - Arrêté n°2023/ENV/PPE/006 réglementant provisoirement l'usage de l'eau compte-tenu de la sécheresse sur l'ensemble du département de l'Aisne (4 pages)

Page 3

Direction départementale des territoires / Service Environnement - Unité Prévention des Risques

02-2023-08-04-00002 - Arrêté préfectoral modificatif n°DDT/ENV/PER/PR/030 portant mise en demeure de régulariser la situation administrative de la commune de Séraucourt-le-Grand pour des remblais non autorisés situés sur les parcelles cadastrées AC n°327 et n°174 (3 pages)

Page 8

Direction départementale des territoires

02-2023-08-22-00001

Arrêté n°2023/ENV/PPE/006 réglementant provisoirement l'usage de l'eau compte-tenu de la sécheresse sur l'ensemble du département de l'Aisne

Arrêté n° 2023/ENV/PPE/006 réglementant
provisoirement l'usage de l'eau compte-tenu de la
sécheresse sur l'ensemble du département de l'Aisne

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-3, L. 214-18, L. 215-1, R. 211-66 à R. 211-70 et R. 216-9 ;

VU le code de la santé publique et notamment son article R. 1321-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX, préfet de l'Aisne ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine et des cours d'eau côtiers Normands en vigueur ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois-Picardie en vigueur ;

VU l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie N° IDF-2022-02-22-00008 du 22 février 2022 d'orientations pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin Artois-Picardie du 21 avril 2022 d'orientations pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Artois-Picardie ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mai 2011 portant création d'une Mission inter-services de l'eau et de la nature ;

VU l'arrêté n° ENV/PPE/2023/002 du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par zone d'alerte en cas de sécheresse ;

Considérant la réunion du comité ressources en eau du 22 août 2023 ;

Considérant les conditions actuelles météorologiques, hydrologiques et piézométriques ;

Considérant que les conditions météorologiques de l'hiver 2022-2023 n'ont pas permis une recharge suffisante des masses d'eau souterraines ;

Considérant les débits particulièrement faibles pour la saison des rivières « Automne », « Escaut » et « Petit Morin » au niveau des stations de mesure de Saintines, Thiant, Montmirail et Jouarre ;

Considérant que le piézomètre d'Havrincourt sur la zone d'alerte de l'Escaut a dépassé le seuil de l'alerte ;

Considérant les niveaux bas à très bas, notamment au niveau du piézomètre de Barisis-aux-Bois, pour la saison des nappes d'eau du département alors que la période de recharge des nappes d'eau s'achève ;

Considérant les relevés du réseau ONDE en date du 25 juillet 2023 ;

Considérant la nécessité de coordonner la gestion de la ressource en eau entre les départements situés à l'amont et à l'aval, notamment pour les zones d'alerte de l'Automne, de l'Oise Moyenne-Ailette et du Petit Morin ;

Considérant la nécessité de préserver les ressources en eau pour les prochains mois afin d'assurer la pérennité des usages prioritaires, notamment l'alimentation en eau potable, la défense contre les incendies, la salubrité publique et la préservation des écosystèmes aquatiques ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires, chef de la mission inter-services de l'eau et de la nature ;

ARRÊTE

Article 1er :

Dans le but d'économiser l'eau et de réserver celle-ci aux usages strictement indispensables et en priorité à l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et à la défense contre l'incendie, les dispositions suivantes sont prescrites, à titre provisoire **jusqu'au 31 octobre 2023**, sur les zones d'alertes mentionnées ci-après :

Zone d'alerte	Niveau précédent de restriction (arrêté abrogé)	Niveau de restriction pour l'arrêté en vigueur	
Aisne Aval	Vigilance	Vigilance	
Aisne-Vesle-Suippe	Vigilance	Vigilance	
Automne	Alerte renforcée	Alerte renforcée	
Escaut	Alerte	Alerte	
Marne	Vigilance	Vigilance	
Oise Amont-Sambre	Vigilance	Vigilance	
Oise Moyenne-Ailette	Alerte	Alerte	
Ourcq	Vigilance	Vigilance	
Petit Morin	Alerte	Alerte	
Serre	Vigilance	Vigilance	
Somme	Vigilance	Vigilance	
Surmelin	Vigilance	Vigilance	

Les communes concernées par les niveaux de restrictions sont listées en annexe 1 de l'arrêté n° ENV/PPE/2023/002 du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par zone d'alerte en cas de sécheresse

Article 2 : Mesures de suivi

Les mesures de suivi sont listées dans les annexes 3 et 5 de l'arrêté n° ENV/PPE/2023/002 du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par zone d'alerte en cas de sécheresse.

Les restrictions peuvent être levées de façon anticipée dès lors que les débits VCN3 (débit minimal des cours d'eau enregistré pendant 3 jours consécutifs sur le mois considéré) dépassent durablement les seuils concernés pendant une période d'au moins un mois.

Article 3 : Mesures générales

Les mesures générales sont listées dans l'annexe 6 de l'arrêté n° ENV/PPE/2023/002 du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par zone d'alerte en cas de sécheresse

Article 4 : Mesures spécifiques aux collectivités territoriales

Les mesures spécifiques s'appliquant aux collectivités territoriales sont listées dans l'annexe 8 de l'arrêté n° ENV/PPE/2023/002 du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par zone d'alerte en cas de sécheresse.

Article 5 : Mesures spécifiques aux exploitations agricoles

Les mesures spécifiques s'appliquant aux exploitants agricoles sont listées dans l'annexe 9 de l'arrêté n° ENV/PPE/2023/002 du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par zone d'alerte en cas de sécheresse.

Article 6 : Mesures spécifiques aux industriels

Les mesures spécifiques s'appliquant aux industriels sont listées dans l'annexe 7 de l'arrêté n° ENV/PPE/2023/002 du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par zone d'alerte en cas de sécheresse et dans l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 7 : Comité de suivi

Le comité de suivi, créé en vertu de l'article 2 de l'arrêté n° ENV/PPE/2023/002 du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par zone d'alerte en cas de sécheresse, se réunit autant que de besoin, sous la présidence du directeur départemental des territoires pour suivre l'évolution de la situation et formuler toutes propositions ou avis au préfet.

Article 8 : Contrôles

Les agents de la police de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que les services de police et de gendarmerie ont en permanence libre accès aux installations de prélèvement d'eau et de distribution de l'eau visées par cet arrêté. Ils sont habilités à relever toute infraction à l'application du présent arrêté. Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à une peine d'amende de 5^{ème} classe (1500 € maximum - 3000 € en cas de récidive). Les sanctions prévues aux articles L. 216-1, L. 216-3 à L. 216-6 du code de l'environnement s'appliquent. Par ailleurs, le fait de faire obstacle à l'exercice des fonctions des agents chargés de procéder à la recherche et à la constatation des infractions est puni d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende conformément à l'article L. 173-4 du code de l'environnement.

Article 9 : Mesures ultérieures

Dès que la valeur mesurée sur la station de mesure passe durablement sous l'un des seuils définis dans l'arrêté n° ENV/PPE/2023/002 du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par zone d'alerte en cas de sécheresse, des mesures complémentaires peuvent être prescrites en fonction de la situation particulière du bassin versant et des enjeux locaux.

Article 10 : Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 11 : Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne et affiché aux portes des mairies des communes concernées.

Il est également consultable sur les sites internet suivant : ses services de l'État dans l'Aisne (<https://www.aisne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/L-eau/Secheresse/Etat-de-la-situation-Secheresse>), Propluvia (<https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluviapublic/accueil>), et Vigieau (<https://vigieau.gouv.fr>).

Article 12 : Abrogation

L'arrêté n° 2023/ENV/PPE/005 du 13 juillet 2023 réglementant provisoirement l'usage de l'eau compte-tenu de la sécheresse sur l'ensemble des zones d'alertes du département de l'Aisne est abrogé.

Article 13 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, les sous-préfets de Saint-Quentin, de Vervins, de Soissons et de Château-Thierry, les maires des communes concernées, les directeurs départementaux de la direction départementale des territoires de l'Aisne, de la direction départementale de la protection des populations de l'Aisne, de la direction départementale de la sécurité publique, les directeurs régionaux de direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, le directeur général de l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aisne et le service départemental de l'Office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie du présent arrêté est également adressée :

- au directeur de l'eau et de la biodiversité
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France
- au préfet de la région Île-de-France, coordonnateur de bassin Seine-Normandie
- au préfet de la région Hauts-de-France, coordonnateur de bassin Artois-Picardie.

À Laon, le **22 AOUT 2023**

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Alain NGOUOTO

Direction départementale des territoires

02-2023-08-04-00002

Arrêté préfectoral modificatif
n°DDT/ENV/PER/PR/030 portant mise en
demeure de régulariser la situation
administrative de la commune de
Séraucourt-le-Grand pour des remblais non
autorisés situés sur les parcelles cadastrées AC
n°327 et n°174



**PRÉFET
DE L' AISNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral modificatif n°DDT/ENV/PER/PR/030
portant mise en demeure de régulariser la situation
administrative de la commune de Séraucourt-le-Grand
pour des remblais non autorisés situés sur les parcelles
cadastrées AC n°327 et n°174,

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6, R.214-1 à 56 et L.171-6 et L.171-7 ;

VU le décret du président de la République en date du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX préfet de l'Aisne ;

VU l'arrêté n°2022-43 donnant délégation de signature, à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Damien TOURNEMIRE, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, à Mme Corinne MINOT, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne ;

VU l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 précisant les critères de définitions et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2012 recensant les frayères et les zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole dans le département de l'Aisne, rubrique 3.1.5.0 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois Picardie approuvé le 21 mars 2022 ;

VU le plan de gestion des risques d'inondations du Bassin Artois Picardie 2022-2027 approuvé le 11 avril 2022 ;

50, boulevard de Lyon
02011 LAON Cedex
Service Environnement / Unité prévention des risques



Préfet de l'Aisne



@Prefet02

1/3

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet
des services de l'État dans l'Aisne : www.aisne.gouv.fr

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011 approuvant le plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la Vallée de la Somme entre Dury et Séquehart ;

VU le règlement du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la Vallée de la Somme entre Dury et Séquehart notamment son « *article 2.1 INTERDICTIONS* » ainsi que son « *article 2.2 AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS* » ;

VU le rapport de manquement administratif établi par l'inspecteur de l'environnement en date du 22 juin 2022, transmis à la commune de Séraucourt-le-Grand par courrier en date du 30 juin 2022, l'invitant à faire part de ses observations conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU la réponse de la commune de Séraucourt-le-Grand en date du 23 septembre 2022, en réponse au rapport de manquement administratif susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif n°DDT/ENV/PER/PR/027 portant mise en demeure de régulariser la situation administrative de la commune de Séraucourt-le-Grand pour des remblais non autorisés situés sur les parcelles cadastrées AC n°327 et n°174 ;

VU le courrier du Maire de la commune de Séraucourt-le-Grand, Monsieur LURIN, en date du 09 décembre 2022 demandant un report d'au moins 6 mois afin de procéder au retrait des matériaux sur les parcelles concernées ;

VU le courrier du Maire de la commune de Séraucourt-le-Grand, Monsieur LURIN, en date du 20 juillet 2023 demandant aux sociétés VERSTRAETEN et EUROVIA de procéder au retrait des matériaux avant le 31 août 2023 sur les parcelles concernées ;

CONSIDÉRANT que le Maire de la commune, Monsieur LURIN, a enjoint aux sociétés VERSTRAETEN et EUROVIA de procéder au retrait des matériaux des parcelles concernées avant la date du 31 août 2023 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de l'Aisne.

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le présent arrêté a pour objet la modification des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté préfectoral n°DDT/ENV/PER/PR/027 du 27 décembre 2022.

Article 2 :

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°DDT/ENV/PER/PR/027 du 27 décembre 2022 est modifié comme suit :

La commune de Séraucourt-le-Grand, propriétaire des parcelles cadastrées section « AC » n° « 327 » et n° « 174 » sur le territoire communal, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative, en procédant au retrait des matériaux avant le **31 août 2023** sur les parcelles suivantes :

- Parcelle section « AC » n° « 327, commune de Séraucourt-le-Grand,
- Parcelle section « AC » n° « 174, commune de Séraucourt-le-Grand.

La commune de Séraucourt-le-Grand fait part à la DDT de l'Aisne préalablement à la mise en œuvre du retrait, des précisions concernant la caractérisation des remblais à évacuer, la période des travaux et la destination des matériaux extraits.

Article 3 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°DDT/ENV/PER/PR/027 du 27 décembre 2022 est modifié comme suit :

La commune transmet à la Direction départementale des territoires de l'Aisne avant le **31 décembre 2023** un projet de remise en état initial des parcelles citées à l'article 1.

Ce projet de remise en état du milieu naturel est établi sur la base d'une étude évaluant les impacts du remblai sur le milieu naturel.

Le projet de remise en état du milieu naturel décrit les modalités de retour à l'état initial, y compris les compensations éventuelles des impacts du remblai mis en évidence dans l'étude évaluant les impacts du remblai sur le milieu naturel.

Le projet de remise en état du milieu naturel fixe l'échéance de remise en état du site et le phasage des actions pour un retour à l'état initial et pour le suivi, notamment des mesures de compensation éventuelles

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié au maire de la commune de Séraucourt-le-Grand et est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 :

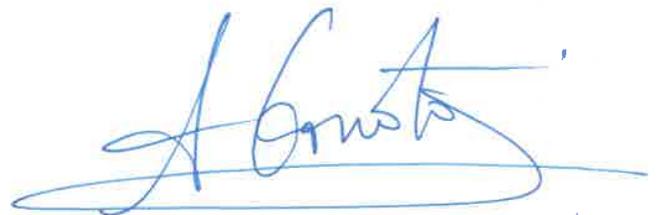
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 Amiens Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 :

Une copie est adressée à Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, à Monsieur le directeur départemental des territoires et à Monsieur le chef du service départemental de l'Office français de la Biodiversité. Chacun sont chargés, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Laon, le - 4 AOUT 2023

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Alain NGOUOTO